

# Les oubliés du roman national

*par Déborah Cohen*

---

**L'histoire populaire de la France que conte Michelle Zancarini-Fournel est celle de figures individuelles et de combats politiques souvent occultés. Comblant nos « failles mémorielles », elle suggère aussi une autre narrativité.**

---

Recensé : Michelle Zancarini-Fournel, *Les luttes et les rêves. Une histoire populaire de la France de 1685 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2016, 1008 p., 28 €.

H. Zinn, l'auteur d'*Une histoire populaire des États-Unis d'Amérique*, considérait l'écriture de l'histoire comme un moyen d'éveiller les consciences et de susciter l'action. Il fixait pour ce faire à l'histoire populaire, qu'il appelle aussi « radicale », cinq objectifs politiques majeurs : aiguïser notre sensibilité au destin des victimes ; dénoncer les prétentions des gouvernements à la neutralité ou à la bienfaisance, et l'idéologie qui brouille notre lucidité ; préserver de l'oubli les moments qui ont montré la possibilité d'une vie meilleure, mais aussi les trahisons des leaders révolutionnaires<sup>1</sup>. Ces objectifs, H. Zinn entendait les atteindre en redonnant, à côté de l'histoire officielle écrite par les dominants, une voix aux oubliés.

M. Zancarini-Fournel s'inscrit dans cette filiation et relève, pour la France, le défi de cette histoire populaire. Les dominants s'autorisant aujourd'hui non seulement à réécrire le passé, mais à imposer des lectures du présent qui font ouvertement fi des faits, il y a urgence, et les historiens l'ont bien compris : on attend également l'*Histoire populaire de la France. Du XIV<sup>e</sup> siècle à nos jours*, promise par G. Noiriel. Pour autant, le défi n'était pas mince : on ne peut que remercier M. Zancarini-Fournel et son éditeur G. Chamayou, de l'avoir relevé.

Le défi était d'autant plus lourd que l'histoire populaire instaure non seulement un autre rapport aux sources et aux acteurs du passé, mais exige une autre narrativité, plus vivante, attachée à transmettre les émotions des acteurs et la complexité de leurs motivations. Et c'est peut-être par là qu'elle se distingue légèrement de l'« histoire vue d'en bas » de E. P. Thompson ou E. Hobsbawm, dont elle est issue. M. Rediker, qui représente la relève américaine de cette histoire populaire, considère ainsi que « l'historien doit avoir le regard du romancier sur ses personnages »<sup>2</sup>. Lui-même évoque les récits populaires du

---

<sup>1</sup> Voir le texte intégral à l'adresse suivante : <http://www.historyisaweapon.com/defcon1/zinnwhatisradicalhistory.html>

<sup>2</sup> Entretien avec Yves Citton, *Revue des Livres*, n° 2, nov-déc. 2011.

Kentucky que lui racontait son grand-père. M. Zancarini-Fournel ouvre son livre sur l'évocation des « récits de [s]es grands-parents et de [s]es parents », qui ont forgé son imaginaire. On laissera les lecteurs juger si elle a réussi à donner à son récit le souffle qui a fait le succès de ceux de Zinn, Thompson ou Rediker.

## **Un pas de côté par rapport à l'histoire officielle**

Certains politiques réaffirment la nécessité d'un « récit national », d'une histoire instrumentalisée pour justifier l'ordre du monde tel qu'il va ; M. Zancarini-Fournel, elle, traque les « failles mémorielles », ce que le récit consensuel a occulté, transformé, ou tout simplement oublié : failles de la mémoire de l'esclavage, de la mémoire coloniale qui recouvre par exemple d'un voile d'oubli quelques 1600 mineurs réunionnais transférés dans l'Hexagone entre 1963 et 1981, l'insurrection malgache de 1947 et ses 30 000 à 89 000 morts, ou les massacres en Algérie ; oubli de tous ceux que la nation n'intègre pas vraiment, tels les immigrés (le rôle des étrangers communistes et internationalistes dans la Résistance a longtemps été passé sous silence) ; tentatives de falsification par une III<sup>e</sup> République qui efface les traces des communards et construit les supposées archives des « crimes de la Commune ». Il s'agit de combattre les idées reçues sur les campagnes immobiles, l'enthousiasme guerrier de 1917, les « Trente glorieuses », et de casser les mythes de la gloire nationale. L'auteure ne refuse pas l'histoire militaire, mais l'écrit autrement, en montrant les souffrances de la guerre et la brutalité des armées, mais aussi leurs échecs occultés : ainsi, aux Antilles en 1803, en Calabre en 1806, à Baylen en 1808, Napoléon, qu'on dit grand, mord la poussière.

À côté de l'histoire officielle, il faut placer, comme l'a fait H. Zinn, l'histoire des oublié(e)s – femmes, indigènes, immigré(e)s, ouvrier(e)s, hérétiques, enfants. Il y en aurait tant à sauver de ce qu'E. P. Thompson nommait l'immense « condescendance de la postérité », que tout lecteur pourra, selon sa culture et sa sensibilité propres, trouver bien des manques au récit proposé. Mais c'est précisément le grand mérite de l'ouvrage que de révéler à quel point *toute* histoire est discontinuée et ne prend sens que par ce qu'elle occulte. Le récit national cherche à donner l'illusion du continu, comme si rien d'important ne lui échappait ; *Les luttes et les rêves* opère des choix – ceux qui sont rarement faits. Cette histoire des oublié(e)s a déjà été écrite par fragments, puisque pour les périodes dont elle n'est pas spécialiste M. Zancarini-Fournel s'appuie essentiellement sur la littérature secondaire. Elle ne prétend pas réinterpréter les travaux, qu'elle suit de près et cite scrupuleusement ; mais à être retissés dans la trame d'une histoire au long cours, leurs résultats prennent une tout autre ampleur.

L'ouvrage n'est pas seulement une histoire des dominé(e)s, mais aussi une autre histoire des dominants, où ils n'ont plus systématiquement le beau rôle. On y verra bien sûr les différentes formes de la répression d'État (dans les Cévennes à la fin du 17<sup>e</sup> siècle, le 17 octobre 1961 ou le 8 février 1962), de la violence militaire et policière, à la fois brutale, et raffinant dans les détails, comme lorsqu'elle expose en place publique les têtes des insurgés protestants ou des esclaves. On y verra le mépris et la violence des discours, y compris ceux de « grands hommes », comme Tocqueville assurant que « la guerre nous autorise à ravager » l'Algérie.

Les dominants jouent aussi avec la loi, influençant sa fabrique (en 1936 les milieux coloniaux font échouer un projet accordant la citoyenneté à des indigènes), ou la pliant à leurs intérêts (ainsi les représentants de la population de Saint-Domingue en 1789 sont-ils des colons non élus mais ayant fait pression pour entrer à l'Assemblée). Leur position les autorise même parfois à ignorer la loi. Les colonies paraissent ainsi des zones de non-droit : même après l'interdiction de la traite, les propriétaires de la Réunion refusent de payer leurs travailleurs, et en Guadeloupe les dispositions légales visant à l'amélioration de la condition des esclaves ne sont pas plus respectées en 1841 que celles de 1848 ou de 1947 sur l'organisation du travail. Dans l'armée, où les châtiments corporels ont été interdits en 1850, l'usage perdure jusqu'au 20<sup>e</sup> siècle où subsistent des bagnes militaires. Mais la métropole n'est pas en reste : en 1831 les marchands-fabricants de Lyon s'autorisent à ne pas appliquer le tarif ; les règles d'organisation du travail édictées en 1848 par la commission du Luxembourg, sont allègrement bafouées. L'ouvrage ouvre aussi une porte sur le grand magasin des mensonges d'État et des engagements trahis. Trahison des promesses aux populations coloniales d'abord, le Dey en 1830, Abd el-Kader en 1847, les indigènes engagés en 1918, les harkis bien sûr ; mais trahison aussi quand en 1997 J. P. Chevènement revient sur la promesse du Parti socialiste d'abroger les lois Pasqua-Debré.

Ne pas réécrire l'histoire dominante, c'est aussi écrire une histoire décentralisée dans l'espace et le temps. Pour des événements souvent pensés comme parisiens, que ce soit les insurrections de 1848, 1851, 1871, Mai 1968 ou les manifestations de 1995, les provinces sont prises en compte. Mais il s'agit aussi de décentraliser le temps, à la fois pour l'étendre (1968 est un « moment », la Commune aurait pu être pensée de la même manière) et pour le restreindre. Ne pas se laisser prendre par l'épisode majeur permet de prendre en compte des événements de faible intensité, « micro-insubordinations » (p. 788), « petites » actions individuelles (p. 680) : au soir de l'insurrection du 5 juin 1832 on apprend que « le blanchisseur Mina, a passé son temps à repêcher des blessés précipités dans la Seine » (p. 252).

## **Une subjectivation des identités sociales et politiques**

Cette histoire s'écrit d'abord à partir de figures individuelles. Étonnantes, admirables, émouvantes, on ne fait souvent que les entrevoir, on perd leur trace, on a parfois le sentiment de ne pas en savoir assez pour comprendre. Ainsi de l'histoire de cette femme, Mokondzi mwasi, devenue cheffe en négociant entre appareil colonial et villages congolais. Mais elles font sens en série. De ces figures, l'histoire a souvent si peu conservé que la lutte contre l'effacement total de leur mémoire, parfois même de leur seul nom, est en soi tout un programme.

Comme elles sont dures, comme elles sont exposées, les vies que nous conte M. Zancarini-Fournel ! et pourtant, nul misérabilisme : on voit des êtres en action pour changer leur vie, ou cherchant des espaces de liberté au sein de l'oppression, navigant entre la contrainte sociale et ce que N. Zemon-Davis a nommé le « façonnement de soi ».

L'auteure prend en compte toutes les dimensions de la subjectivité, les peurs, les angoisses, les joies, en étant notamment attentive à l'empreinte de l'histoire sur les corps, mais aussi sur les âmes, celle

des chocs post-traumatiques, celle de cette « nostalgie africaine » qui frappe les soldats envoyés en Algérie au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, celle qui conduit aux nombreux suicides qui émaillent le récit.

Partir des individus, c'est un choix éthique et politique, c'est aussi un choix de méthode, celui que nous enseigne le *Blow-Up* d'Antonioni : une histoire qui pratique le gros plan peut voir autre chose. Elle complexifie infiniment le tableau, car les hommes et les femmes vus de près n'y sont souvent ni monstres ni héros : « ce sont les mêmes hommes qui écrivent tendrement à leur mère et qui commettent des massacres et des viols » (p. 200), ou attaquent une synagogue et les maisons des juifs après avoir accompli leur devoir d'électeurs (p. 303). Dire que l'histoire est faite par les hommes et par les femmes, ce n'est pas la réduire à des choix individuels et négliger les forces qui les poussent, au contraire.

On dit parfois, pour s'excuser de ne pas la faire, que les sources manquent pour une histoire populaire. On voit ici qu'il n'en est rien : sources judiciaires, policières, commissions d'enquête, lettres, ex-voto, livres de raison, mémoires, journaux, pamphlets, affiches, chansons et poésies populaires, journaux intimes, entretiens, photos, films, même pour les périodes les plus anciennes les sources abondent. Et c'est une histoire vivante qu'écrit M. Zancarini-Fournel, une histoire qui a été chercher dans la littérature secondaire avant tout la trace de ces sources au plus près des acteurs. Pour nous faire ressentir le passé, elle s'appuie aussi sur la littérature et la peinture, nous faisant cheminer en compagnie de Chateaubriand, Hugo, Rimbaud ou Georges Dahiel. C'est à nos subjectivités que s'adresse cette histoire des manières individuelles et collectives de s'insérer dans l'Histoire.

## **Comment luttent les hommes et les femmes**

Sans nier une certaine forme d'efficacité des organisations syndicales ou partisans, c'est avant tout à des collectifs plus autonomes que s'intéresse l'historienne – étant en cela fille d'une époque décrite en fin d'ouvrage, celle des associations (pour le Droit au logement par exemple), des coordinations (d'infirmières ou de ruraux) et mouvements (de sans-papiers). On voit alors la capacité de la révolte à organiser « l'ordre dans le désordre » (p. 250). On voit fonctionner la démocratie directe (en 1792 ou en 1840), les usines Berliet ou Lip sans patron ; on voit s'organiser des formes de contestation concrètes, le mutuellisme, mais aussi des formes de vie communautaire (autour de Pierre Leroux en 1843), des coopératives de consommation, des soupes populaires.

Si la lutte passe souvent par la violence, celle-ci apparaît comme le dernier recours : « quand on vote des motions, on ne nous entend pas. Quand nous en venons à tout casser on nous entend », dit un viticulteur en 1970 (p. 728), faisant écho à ce club des Femmes lyonnaises qui aurait souhaité en 1792 « se procurer la subsistance sans être dans le cas d'employer de ces moyens violents » (p. 130). On voit les dominés s'essayer à faire appliquer le droit : c'est devant la justice, où elles assignent leurs seigneurs, que les communautés paysannes du 18<sup>e</sup> siècle cherchent à défendre les communaux, avec souvent aussi peu de succès que Vincent Ogé en 1790, accusé de rassemblement illégal pour avoir demandé au gouverneur de Saint-Domingue d'appliquer le décret en faveur des sang-mêlé et des affranchis. Ils tentent autrement de jouer avec ses marges : en 1789 les ouvriers des villes ne pouvaient participer à la rédaction des Cahiers de

doléances que via les corporations, mais 2000 tisserands exclus tentèrent de contribuer en tant que « Gens qui ne sont d'aucune corporation » (p. 97).

La résistance collective passe aussi par l'injure, l'ironie, les symboles. La danse même peut se faire discours (p.453-55) et l'émeute voisiner avec la fête, aux barrières d'octroi en 1789 tout comme à Renault-Billancourt en 1936. La fête dit la joie de la solidarité, celle que pratiquent les villageois cachant les faux-sauniers au 18<sup>e</sup> siècle, les soldats réfractaires, celle des ouvriers de 1909 accueillant l'exode des enfants de grévistes. Cette solidarité n'est pourtant pas pensée comme l'évidence d'une condition partagée : la chasse aux marrons peut être l'œuvre de milices composées de mulâtres et de Noirs, les ouvriers français peuvent se dresser contre leurs compagnons de chaîne immigrés, les jaunes contre les grévistes, les voisins contre les voisins (comme à la cité Olivier-de-Serres en 1975) ; bien souvent les forces de répression envoyées contre les prolétaires en lutte sont composées de leurs alter ego (à Saint-Brieuc le 6 avril 1972 Burniaux et Antignac, inséparables copains de lycée, s'affrontent au moment de la répression de la grève du Joint français).

Inversement, dans la mesure même où la lutte n'est pas pensée comme le résultat inéluctable d'une position sociale, on assistera à des rencontres furtives entre les élites et les peuples : maires soutenant leurs administrés déserteurs ou grévistes, ouvriers et étudiants en 1968, intellectuels et artistes. Certains ont payé au prix fort leur engagement. En 1789 le juge du Petit-Goave, Ferrand de Beaudière, est assassiné pour avoir rédigé un mémoire en faveur des gens de couleur. En 1959 le vice-recteur Alain Plenel prononce à Fort-de-France un discours anticolonialiste : il est immédiatement rappelé. D'autres fois on constate qu'à engagement identique les élites échappent plus facilement à la répression. C'est le cas des élèves de l'école vétérinaire, épargnés après l'insurrection lyonnaise de juin 1849.

Leur rôle peut également être indirect. L'ouvrage pose la question de l'« *empowerment* », de ce qui, au delà de la colère, permet de nourrir la révolte. Certains discours des élites peuvent donner des concepts et des espoirs. C'est le cas d'une lettre de Condorcet, président de la Société des amis des Noirs, ou du mot « liberté » qui contribuèrent à donner l'impulsion à l'insurrection de Guadeloupe en 1790.

La lutte se nourrit aussi de la mémoire des luttes passées. Dans les émeutes des campagnes du Nord et de l'Ouest en 1816-1817, ce sont les principes révolutionnaires que l'on entend. En Algérie la poésie indigène a conservé le souvenir précis des « enfumades » de 1844-45. La mémoire des communards, celle des grèves de mineurs en 1948, celle de Charonne pour le PCF, continuent de se transmettre dans les familles ou les collectifs militants, malgré leur occultation par l'histoire française officielle ou, comme c'est le cas pour les luttes du Larzac, malgré la pétrification dans un écomusée. La grande fresque que livre aujourd'hui Michelle Zancarini-Fournel participe aussi de la préservation d'une mémoire vivante, susceptible d'armer les luttes à venir.

